Le 12-04-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Pardem - Université d'automne – 2/11/17 – Saint-Malo

Joël Perichaud – Secrétaire national chargé des questions internationales

À quoi sert l'OTAN ? Une organisation militaire sert à faire la guerre. De cette évidence découlent deux interrogations, la guerre pour qui et la guerre contre qui ?

Pour écouter le fichier audio :

{mp3}
EXPOSE_JOEL_PERICHAUD_SORTIR_DE_L_OTAN_UA_PARDEM_2017
{/mp3}

L'OTAN a été fondée il y a soixante-huit ans comme dispositif militaire pour (dans la confrontation entre deux systèmes économiques et sociaux irréductiblement opposés, le capitalisme et le socialisme) défendre les intérêts idéologiques, politiques et économiques du monde occidental capitaliste. La signature du Traité de l'Atlantique Nord a été un acte majeur de la guerre froide, avec un double objectif : légitimer la présence de bases étatsuniennes en Europe et constituer une coalition armée du camp occidental contre l'Union soviétique qui y répondra par la formation du Pacte de Varsovie. Ce fut le rôle de l'OTAN jusqu'à la chute du Mur en 1989, avec des moments de fortes tensions, sans jamais que l'Alliance atlantique ait à tirer un coup de canon.

L'implosion du bloc soviétique va remettre en question la raison d'être de l'OTAN, mais son secrétaire général de l'époque, Manfred Wörner, déclare le 17 mai 1990 qu'il n'en est rien : «*Seule l'Alliance atlantique peut lier les États-Unis et le Canada à l'Europe, elle seule peut assurer que le changement s'instaurera sans crainte de revers ou de volte-face. Elle seule peut coordonner la stratégie globale de l'Occident pour la paix et la garantie des valeurs démocratiques dans une Europe nouvelle. Elle seule peut ancrer à l'Ouest une Allemagne unie dans des conditions de sécurité maximales pour ce pays et pour ses voisins*.»

L'OTAN est le pilier de l'ordre néolibéral mondial qui lie les atlantistes européens derrière la bannière étoilée. Pour George Bush père, elle est une pièce maîtresse des plans hégémoniques des États-Unis dans le nouvel ordre mondial et tous les pays européens veulent son maintien. En 1991, la « *permanente validité* » de l'Alliance atlantique est affirmée dans la déclaration de Rome et un « *nouveau concept stratégique* » est adopté selon lequel, l'OTAN, présenté comme une « *alliance exclusivement défensive* », devient une force interventionniste. Sa nouvelle mission consiste à assurer sur le continent la stabilité du nouvel ordre mondial par l'intégration militaire de sa partie orientale. Sous prétexte des carences des états européens, l'OTAN intervient dans les Balkans.
Cette guerre va servir à justifier la pérennisation de l'OTAN. Le 28 février 1994, l'aviation des USA abat des bombardiers bosno- serbes. La Bosnie est la première guerre de l'OTAN sans mandat de l'ONU (résolution 1244), viole la charte des Nations unies, passe outre le rôle du Conseil de sécurité et du fantomatique comité d'état-major de l'ONU et met l'OTAN aux commandes : elle « *fixe des effectifs, le degré de préparation des forces et leur emplacement général* ». Cette instrumentalisation de la Charte va ouvrir la voie aux guerres futures.

Dès la dissolution du bloc soviétique, la « *politique de partenariat » va être le mécanisme essentiel d'élargissement de la pieuvre Otanienne. En 1991, le Conseil de coopération euro atlantique qui deviendra le Conseil de partenariat euro atlantique est constitué. Il symbolise la victoire politique et idéologique des atlantistes. Il réunit les 22 états membres de l'OTAN, la Russie, les Etats de l'ancien Pacte de Varsovie, les 11 états de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et l'Albanie. En 1994 s'ajoute un « partenariat pour la paix* » intégrant également les états européens non membres de l'OTAN, avec pour objectif de «*se doter de forces plus en mesure d'opérer avec celle de l'OTAN* ». Toujours en 1994, un «*dialogue méditerranéen* » est lancé avec la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et Israël. Ce dispositif élargit les partenariats de l'OTAN à l'Afrique du Nord et au Proche-Orient.

Parallèlement l'Otan remodèle l'Europe en réorganisant le dispositif de défense et en normalisant les équipements militaires des pays ayant appartenu au pacte de Varsovie. À partir de 1999 bafouant ses engagements pris lors de la réunification allemande dans le Traité 2 + 4, l'OTAN intègre successivement la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. (Le secrétaire d'État américain James Baker aurait alors promis à Gorbatchev que l'Alliance ne déploierait pas de troupes à l'est de l'Allemagne. S'il existe une controverse historique et des divergences d'interprétation sur ce point, c'est bien ainsi que l'avaient compris les élites russes dont Vladimir Poutine, qui l'a rappelé dans un discours prononcé à Munich le 10 mars 2007).

Dès lors, l'élargissement de l'OTAN est une politique agressive destinée à étendre la domination stratégique américaine dans l'ancien bloc de l'est et jusqu'aux frontières russes afin de contrecarrer sa puissance et d'empêcher sa résurgence. C'est la mise en application du « concept stratégique pour le XXIe siècle » adopté lors du sommet du cinquantenaire en 1999 à Washington. Cela correspond à une phase de globalisation de l'OTAN car « *les forces de l'alliance peuvent être appelées à opérer au-delà des frontières de la zone euro atlantique* » jusqu'alors organisme de «*défense régionale* », l'OTAN devient le bras armé de la mondialisation néolibérale. C'est avec ce concept que nous sommes entrés dans le cycle de la guerre permanente chère à l'administration Bush. Les interventions de l'OTAN ou de coalitions occidentales, avec un mandat du conseil de sécurité de l'ONU, en Irak, Afghanistan et Libye, sous couvert du «*droit d'ingérence humanitaire* », puis du «*devoir de protéger* », détruisent des états et sont la cause du chaos.

En 2004, l'OTAN signe des «*partenariats pour la paix* » avec tous les anciens pays de l'URSS, afin de mettre en place un cadre de coopération pour une intégration politico-stratégique et militaro-industrielle de ces États. Dans l'année, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie rejoignent l'OTAN, désormais limitrophe directe de la Russie, via les États baltes.

En 2009, l'OTAN renforce son ancrage dans les Balkans avec l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie. Des discussions d'adhésions sont aujourd'hui très avancées avec la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine dont le principal obstacle à l'adhésion est la «*guerre du nom* » qui l'oppose à la Grèce (Macédoine est le nom d'une région historique de la Grèce qui refuse de reconnaître un autre pays avec ce même nom) et qui fournit déjà de nombreuses troupes pour les opérations de l'OTAN, notamment en Afghanistan.

Enfin, le Monténégro a officialisé son adhésion le 5 juin 2017, après avoir reçu l'aval de Washington et ratifié le traité d'adhésion le 28 avril dernier (l'opposition a boycotté le vote). Les sondages ont montré que la population monténégrine était très divisée sur cette question, mais l'option d'un référendum a été écartée.

L'OTAN « *cherche à établir de plus en plus de partenariats mondiaux avec des pays de même sensibilité* » et lance en 2004 l'initiative de coopération d'Istanbul avec le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar puis dans le cadre du « global Nato » sont conclues des coopérations avec l'Irak, l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, la Mongolie, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Colombie.

Aujourd'hui l'OTAN est en mesure de se projeter opérationnellement 300 000 hommes. Déjà en 2007, Daniel Fried, secrétaire général adjoint États-Unien déclarait : « *depuis la guerre froide et son rôle régional dans les années 1990, l'Otan s'est transformée en une organisation transatlantique effectuant des missions globales, de portée globale avec des partenaires globaux. Tout appartient potentiellement à la zone de l'OTAN* ».

Bien qu'il n'y ai pas existé dans l'histoire, une coalition disposant de moyens militaires et logistiques équivalents à ceux de l'OTAN, les puissances Atlantistes n'ont gagné aucune des guerres asymétriques engagées depuis 15 ans. Elle a connu des échecs militaires en Irak et en Afghanistan ; la Libye est une zone de non-droit, les Balkans sont instables, s'y ajoute l'engrenage syrien et les lieux de conflits ouverts ou potentiels qui s'étendent sur un arc allant des Philippines au Nigéria.

Le rôle de l'OTAN se modifiait en 2015. Washington considère la Chine comme la menace principale à moyen terme et va « *concentrer la présence de l'Otan, son pouvoir de projection, sa force de dissuasion en Asie-Pacifique* ». La zone atlantique n'est plus l'épicentre de la stratégie globale des États-Unis. Il s'ensuit la demande d'Obama puis de Trump aux états européens de financer leur défense par les fameux 2 % du PIB consacrées aux dépenses militaires.

Ce changement de concentration de l'OTAN ne modifie en rien sa raison d'être. Pour le Pentagone, l'Otan et l'UE sont un rouage essentiel de son dispositif stratégique global. L'Europe est sous le commandement du Pentagone, le commandant des forces des États-Unis en Europe (l'EUCOM) étant automatiquement le commandant suprême de l'OTAN. L'Europe est incluse dans le système global de défense des États-Unis avec des bases militaires en Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne et dans sept autres pays européens, à quoi s'ajoute la VIe flotte US en Méditerranée. L'Europe est intégrée dans le système mondial d'écoute et d'espionnage politique, économique et militaire du réseau Echelon avec le plus important centre d'écoutes de la NSA du monde en Grande-Bretagne. L'Europe fait parti du dispositif du bouclier antimissile ABM avec la base opérationnelle Deveselu en Roumanie, une base en Pologne et quatre destroyers antimissiles basés en Espagne. La base de Ramstein en Allemagne sert de station relais à la base de Creech, au Nevada, pour la guerre des drones.

Pour adapter l'OTAN « *aux défis et aux menaces se développant* » à sa périphérie, comprenez la Russie, le sommet de Cardiff en 2014 a décidé le triplement des effectifs de la force de réaction rapide, la création d'une force opérationnelle interarmées et le renforcement des forces navales permanentes. Des quartiers généraux dénommés unités d'intégration des forces de l'OTAN (NFIU), ont été mis en place en Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie et Slovaquie.

La France, qui a décidé de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN au service de l'expansionnisme américain, se retrouve étroitement associée à ces politiques agressives qui déstabilisent l'Europe et aggravent les risques de confrontation avec Moscou.

Organisation supranationale qui impose sa domination militaire mais aussi sur la communication, l'économie et la stratégie de défense.

Un exemple seul sur la communication (entendons : triturer la réalité, tordre les mots et en modifier le sens pour la rendre acceptable, voire désirable) : Alors que la presse, les politiques et certaines ONG s'indignent,

avec raison, à chaque victime civile de bombardements de l'armée russe en Syrie, le silence règne et l'indignation est « *suspendue* » quand aux victimes civiles de l'OTAN.

C'est vrai. Une guerre, surtout asymétrique, fait des victimes civiles. Certaines organisations recherchent même cela. C'est le cas des organisations terroristes islamistes. Mais certains morts valent-ils plus que d'autres ? C'est ce que dit le langage officiel : les victimes de l'armée russe sont des civils, les victimes de l'OTAN sont des victimes « *collatérales* » (voire des dégâts collatéraux). Une façon de déshumaniser les morts ou les blessés faits par le camp des « *libérateurs* ».

Souvenez-vous. Afghanistan octobre 2015. L'hôpital de Kunduz, grande ville commerçante frontalière du Tadjikistan, géré par Médecins sans frontières, avait été bombardé. Bilan : 42 morts parmi le personnel et les patients. Cette énième « *bavure* » de l'armée américaine avait provoqué colère et manifestations des habitants…mais pas la réaction de nos hommes et femmes politiques.

3 novembre 2016. Un bombardement de l'OTAN tue 33 civils afghans et fait 27 blessés dans le village de Boz Qandahari, dans la périphérie de Kunduz. Les forces américaines publient leur rapport d'enquête et «*déplorent la mort d'innocents* ». C'est le moins que l'on puisse faire…

Dans son communiqué, Resolute Support (la mission de l'OTAN en Afghanistan) déclare « *L'enquête a montré que les forces américaines avaient agi en état de légitime défense, en accord avec le droit de la guerre et dans le respect des règles* » et «*qu'aucun civil n'avait été vu ou identifié pendant la bataille* ». Il faut dire que cette mission, très majoritairement composée de 8 500 hommes de l'armée américaine, etait… sous commandement américain. Mais la faute repose sans doute sur ces imbéciles d'Afghans…

L'opération, qui « *visait à capturer des dirigeants talibans… a été menée par les forces spéciales afghanes avec un nombre limité de conseillers et effectifs de soutien américains* ». Au cours des combats, deux militaires américains et trois militaires afghans avaient été tués. Faible participation américaine mais nombre presque égal de tués…pas efficaces ou très engagés les Américains ?

Pour tenter de disculper les militaires, le rapport affirme:« *Les civils qui ont été tués ou blessés se trouvaient sans doute à l'intérieur des bâtiments depuis lesquels les talibans ouvraient le feu* », reprenant une déclaration d'Ashraf Ghani, le président afghan, dans laquelle il critiquait les talibans qui avaient « *choisi d'utiliser des femmes et des enfants comme boucliers humains* ».

Si on comprend parfaitement les difficultés d'intervention d'une force armée en milieu civil et urbain, il est surréaliste de laisser penser que cette situation serait nouvelle ou imprévue et qu'elle serait une excuse valable pour les forces de l'OTAN et pas pour les forces russes.

Bref, un rapport qui nous prend pour des naïfs ou des imbéciles

Un exemple, parmi des centaines, sur la domination économique en faveur des USA : Sylvie Goulard – fédéraliste européenne forcenée – a été nommée par « Jupiter » à la tête du ministère de la défense, renommé « *ministère des armées* ». Lors de son bref passage au ministère du 17 mai 2017 – 19 juin 2017 soit 1 mois et 2 jours, elle s'est empressée d'affirmer que « si nous voulons faire l'Europe de la défense, il va y avoir des restructurations à opérer, faire des choix de compatibilité et, à terme, faire des choix qui pourraient privilégier des consortiums dans lesquels les Français ne sont pas toujours leaders ». Bref, la fugace ministre des armées ne voulait plus que la France privilégie les productions d'armement françaises mais que nous remettions notre destin dans les mains de fournisseurs d'armes étrangères…compatibles avec l'Otan. Rien ne change avec l'arrivée au ministère des armées de Florence Parly, énarque responsable nationale chargée de l'économie et de l'emploi au PS. Il faut dire que de 2012 à juin 2017, elle était administratrice indépendante et présidente du Comité des nominations et des rémunérations chez Altran, cabinet de conseil en innovation et ingénierie avancée...

Il faut rappeler que l'appartenance à l'Otan oblige les pays à appliquer les règles et normes décidées et édités par l'OTAN. Ce règlement appelé « accords de normalisation » STANAG pour (Standardization Agreement) comporte une infinité de documents qui définissent les procédures, les termes et les conditions adoptés par les pays membres de l'alliance concernant les systèmes et les équipements militaires.

Chaque pays ratifie une version du STANAG et la met en œuvre pour sa propre armée. Le but officiel étant de définir des procédures opérationnelles et administratives communes, pour permettre les interactions entre les armées de différentes nations.

La définition de normes c'est comme la politique : c'est un rapport de force. Les types de matériels et leurs performances servant de norme sont les matériels dominants…des USA, idem pour les procédures, qui sont celles de l'armée américaine…

L'OTAN est bien aussi un instrument de domination économique.

Passons à la domination stratégique et financière: L'alignement sur Washington s'est effectué au nom de la nécessité de construire « *l'Europe de la défense* ». Dès l'origine, la «*défense européenne* » était subordonnée à l'OTAN : la Communauté européenne de défense (CED), que l'alliance gaulliste / communiste avait fait échouer au Parlement français en 1954, devait être placée sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN – qui est systématiquement un général américain.

Apres la réintégration progressive des structures de l'OTAN décidée par N. Sarkozy, le 29 avril 2013, le « *Livre blanc sur la défense nationale* » (document qui fixe les orientations stratégiques des quinze prochaines années et servira de socle à la future loi de programmation militaire (2014-2019) présenté par F. Hollande, a illustré, une fois de plus, le renoncement à l'indépendance militaire de la France par les dirigeants et les stratèges français.

Ce document précise, avec un empressement servile, que « *notre stratégie de défense et de sécurité nationale ne se conçoit pas en dehors du cadre de l'Alliance Atlantique et de notre engagement dans l'Union européenne* ».

On comprend alors les gesticulations de D. Trump sur l'OTAN. La réorientation « *Asie-Pacifique* » de l'OTAN pour défendre prioritairement les intérêts américains et les multiples conflits dans lesquels l'OTAN est impliquée sont financièrement très lourds.

Il faut donc soulager les USA d'une partie de la charge. Comme les gouvernements de l'UE se sont appuyés depuis longtemps sur les USA et l'OTAN, ont baissé le budget de leurs armées et les ont rendues, de diverses façons, incapables d'assurer seules la sécurité de leur pays respectifs, on peut donc les faire payer pour assurer leur sécurité. C'est le sens de la manœuvre de Trump pour faire « *cracher* » 2% du PIB à chaque pays européen. Protection contre argent…ça ne vous rappelle rien ?

Domination de la force (militaire), domination économique, domination du langage par la communication, domination psychologique par l'établissement de la peur d'un ennemi imaginaire, rançonnage…Ce sont les ingrédients du véritable système mafieux dans lequel nous sommes.

Et voilà les raisons pour lesquelles il faut en sortir.

Pour la bonne bouche voici ce que disait Gabriel Robin, Ambassadeur de France et représentant permanent auprès de l'OTAN de 1987 à 1993 (cité par Régis Debray dans le Monde diplomatique) : « *L'OTAN pollue le paysage international dans toutes les dimensions. Elle complique la construction de l'Europe. Elle complique les rapports avec l'OSCE. Elle complique les rapports avec la Russie, ce qui n'est pas négligeable. Elle complique même le fonctionnement du système international parce que, incapable de signer une convention*

renonçant au droit d'utiliser la force, l'OTAN ne se conforme pas au droit international. Le non-recours à la force est impossible pour l'OTAN car elle est précisément faite pour recourir à la force quand bon lui semble. Elle ne s'en est d'ailleurs pas privée, sans consulter le Conseil de sécurité des Nations unies. Par conséquent, je ne vois pas très bien ce qu'un pays comme la France peut espérer de l'OTAN, une organisation inutile et nuisible, sinon qu'elle disparaisse ».

On le voit bien, le plus grand ennemi de l'OTAN, c'est la souveraineté.

Pour le Pardem, la France doit renouer avec une politique d'indépendance nationale et de grandeur.

Elle doit recouvrer sa souveraineté militaire pleine et entière, en retirant ses forces à la disposition de l'OTAN et en ordonnant le départ des structures militaires de l'OTAN du territoire français. La France doit conserver une autonomie de dissuasion et rester maîtresse de l'engagement de ses troupes, afin de ne pas se laisser entraîner dans des conflits au service d'intérêts étrangers et notamment américains.

Mais cela ne peut pas se faire dans le cadre de l'UE. Car c'est bien le leitmotiv de tous les précédents gouvernements, réaffirmé par Macron-Jupiter de « *faire l'Europe* », notamment sur le plan de la défense, qui a mené à notre alignement sur les intérêts euro-atlantistes.

Bref, la relance de « *l'Europe de la défense* », que veut E. Macron, ne peut que conduire à une soumission renforcée aux intérêts stratégiques américains.
Au Pardem, nous voulons une France indépendante, universelle et ouverte sur le monde, qui assure la défense de ses intérêts, de son autonomie stratégique et le respect du droit international tout en luttant pour la paix.

C'est pourquoi nous avons élaboré les grandes options politiques suivantes :

Rendre la Défense « *nationale* »

- sortie de l'Otan et de l'UE
- augmentation du budget de la défense
- rétablissement du service militaire pour toutes et tous
- informatique de défense indépendante (pour des raisons évidentes, substituer une informatique « française » à Microsoft)
- Maintien et amélioration, pour éviter son obsolescence, de l'armement nucléaire de dissuasion

Reconstruction d'un secteur public des industries de défense

- nationalisation de Dassault group et de toutes les industries liées à la défense
- réindustrialisation de défense (Manufactures d'armes etc.)

Lutte pour la paix

- réorientation de l'ONU (voir notre programme)
- non prolifération des armes nucléaires

Pour écouter le fichier audio :

{mp3}EXPOSE_JOEL_PERICHAUD_SORTIR_DE_L_OTAN_UA_PARDEM_2017{/mp3}

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire